

## **Projet de budget de l'État de Genève (PB2024)**

### **Considérant**

- La décision du Conseil d'Etat du 8 novembre 2023 de finalement accorder une indexation de 1% à son personnel, décision saluée par le Cartel intersyndical, mais encore totalement insuffisante au regard de la perte de pouvoir d'achat subie ces trois dernières années ;
- Qu'une étude de l'UBS montre que les salaires des secteurs privés et publics en Suisse seront en moyenne adaptés en 2024 de 1.9% pour le privé et de 2.2% pour le public ;
- Que cette étude constate que, malgré de telles indexations (1.9% ou 2.2%), le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses diminue encore, car l'indice suisse des prix à la consommation ne tient pas compte des hausses successives des primes d'assurance maladie ;
- Que les nouveaux postes prévus au budget, s'ils sont à saluer, ne correspondent pas entièrement aux besoins, notamment ceux dus à l'accroissement de la population, à la hausse des situations complexes et à la sous-évaluation des effectifs nécessaires dans de nombreux services.

### ***L'Assemblée du personnel réunie au Palladium :***

- **Exige une indexation des salaires, des rentes et des minima sociaux de 5%** (renchérissement et hausse des primes maladie, selon la revendication de l'Union Syndicale Suisse)
- **Exige pour le secteur subventionné des moyens indexés à l'évolution des coûts et des besoins ;**
- **Exige une dotation en postes qui corresponde aux besoins de la population et des services et, au minimum le maintien de tous les nouveaux postes prévus dans le PB2024.**

En l'absence d'avancées sur ces revendications, **l'Assemblée du personnel de la fonction publique affirme sa détermination à les défendre.**

Face à la non-entrée en matière de l'employeur, **l'Assemblée décide de reconduire, le jeudi 23 novembre prochain, son mouvement de grève (dès 15h00) et d'inviter le personnel à un rassemblement dès 16h30 devant le Grand Conseil (Aux Canons)**

Le personnel de la fonction publique se déclare **solidaire de tout mouvement dans les secteurs public et privé en faveur d'une indexation complète des salaires** à hauteur de la perte de pouvoir d'achat subie ces dernières années.

***Résolution votée à une très large majorité des près de 500 personnes présentes***